

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ATG/1

G/SCM/Q1/ATG/1

10 avril 2002

(02-1924)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES concernant  
la notification d'ANTIGUA-ET-BARBUDA<sup>1</sup>

La Délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 avril 2002.

---

1. La Loi sur les droits de douane (dumping et subventions) qui a été notifiée par Antigua-et-Barbuda, portant la cote indiquée, ne contient pas semble-t-il de dispositions concernant divers éléments essentiels des enquêtes antidumping. Parmi ces éléments figurent, entre autres, le dommage, le lien de causalité, les droits procéduraux des parties, la demande d'ouverture et l'ouverture des enquêtes.

Pourriez-vous expliquer comment vous envisagez d'appliquer les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping de l'OMC concernant ces éléments?

2. L'article 3 b) fait mention de l'"intérêt d'Antigua-et-Barbuda" concernant l'imposition de mesures compensatoires.

Antigua-et-Barbuda pourrait-elle expliquer comment ces intérêts seraient déterminés du point de vue de la procédure et quant au fond?

Antigua-et-Barbuda pourrait-elle indiquer si cet intérêt serait aussi pris en compte aux fins de l'imposition ou de la non-imposition de mesures antidumping?

---

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/ATG/2, G/SCM/N/1/ATG/2.